

on y parle véritablement d'un héritage et de la mise en valeur de cet héritage-là, mais sans oublier personne. Quand je dis personne cela est aussi bon pour les Canadiens français, les Canadiens anglais que les Canadiens autochtones, parce que lorsqu'on parle des terres du Canada, on parle évidemment des Territoires et des terres amérindiennes. Et la mise en commun, cela veut dire que d'abord ces groupes-là sont d'accord pour faire partie de l'ensemble canadien et que les provinces sont d'accord pour faire une mise en commun.

Souvent dans les travaux de la Chambre ou aux comités on oublie cette réalité-là pour aller directement dans sa province ou dans sa région dire: Eh bien, chez nous, on a été maltraités. Chez nous, on n'a pas eu notre dû. Des provinces ont été relativement pauvres au début du pays, qu'on pense à l'Alberta, qui maintenant connaissent un sort intéressant et qui sont appelées à progresser plus rapidement que les autres parties du pays. C'est la même chose pour Terre-Neuve. Lorsque Terre-Neuve a accepté d'entrer dans la Confédération, après deux référendums, d'autres Canadiens ont payé pour Terre-Neuve. Tant mieux si Terre-Neuve peut prendre de plus en plus de force sur le plan économique, mais il ne faudrait pas oublier que Terre-Neuve fait partie de l'ensemble canadien comme les autres provinces. Et cela devient extrêmement harassant pour les jeunes dans le pays, de constater que les débats sont axés strictement sur le passé, en prenant la question des richesses naturelles de 1867 où j'expliquais tantôt que les richesses naturelles étaient simplement la voie navigable, les fourrures, le bois et les pêches, et que maintenant que l'on parle d'un produit nécessaire qui s'appelle le pétrole, on décide alors d'en faire une arme de chantage.

Bien, le bill C-48 demande évidemment de planifier la répartition des ressources et exige aussi que les provinces ne fassent pas de chacune de ces ressources un élément de chantage. Et tantôt, j'espère que du côté de l'opposition on pourra nous répondre à ce sujet. Est-ce qu'il est possible de bâtir un Canada, toujours en donnant plus de pouvoir énergétique aux provinces, sans pour autant considérer l'ensemble des Canadiens? Qu'est-ce que vous allez dire d'un pays comme le Canada où vous auriez une province qui s'enrichirait de façon éhontée au détriment de l'ensemble des autres citoyens du pays? Cela n'est pas normal, et ce n'est pas le but d'un gouvernement, sinon de redistribuer la richesse, de donner la liberté et de permettre aux biens de circuler.

Si on n'est pas d'accord sur un principe comme celui-là, je suis alors d'accord pour que des parlementaires de l'opposition puissent ne pas partager la philosophie du gouvernement actuel. Et je pense que là-dessus le parti que je représente a été extrêmement clair lors des dernières élections, parce que c'est de cela que l'on a parlé, soit d'arriver à rendre plus canadiennes les richesses naturelles et en faire un plus grand partage. On aurait pu entrer dans des «technicalités» juridiques, et commencer à examiner point par point ce que propose le bill C-48, mais qu'est-ce que cela donne si, au départ, on n'a pas cette volonté de vivre ensemble, de partager les mêmes profits, mais aussi les mêmes déficits, les mêmes joies et les mêmes désagréments d'un pays?

Et si l'on se promène actuellement dans le pays, pour quelle raison constate-t-on tellement de morosité? Elle est souvent véhiculée cette morosité-là, parce que les chefs, de façon artificielle, entretiennent des conflits au sein de la population.

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Et cela en est un conflit, et après, lorsque la bataille est engagée entre deux provinces, on se dépêche à aller consulter le pouvoir central pour lui demander d'être «partie prenante» dans les décisions, c'est le cas du corridor énergétique qui devrait passer dans le Québec et que la province de Terre-Neuve a demandé. On pourrait relever ainsi beaucoup d'exemples où on demande au gouvernement fédéral de jouer l'arbitre après, quand le «feu est pris» entre les différentes parties. Je pense que là-dessus on oublie souvent la raison pour laquelle on est ici, unifier davantage les citoyens. Je ne demande pas d'être complètement d'accord sur ce que peut faire un gouvernement, mais dans un cas comme celui-là où c'est tellement évident, où on doit partager la ressource, et sur ce que la ressource peut nous rapporter, il me semble qu'il n'y a pas d'équivoque. Je ne peux pas comprendre les résistances des parlementaires à un projet de loi semblable. C'est bien identifié dans le projet de loi, on dit *les terres du Canada*. Un projet de loi semblable, loin de déposséder les citoyens, se trouve simplement à agrandir le revenu de chacun des citoyens. Et c'est cela la philosophie du projet de loi. Et c'est cela que de l'autre côté on a tendance à oublier.

Et tantôt j'aimerais beaucoup que l'opposition puisse me répondre là-dessus. Quel est l'argument qui milite en faveur du fait qu'on doive donner une ressource énergétique aussi importante que celle-là à l'une ou l'autre des provinces sans que l'ensemble des Canadiens puisse en profiter? J'aimerais que l'on puisse me faire la preuve qu'on peut bâtir un pays sur l'inégalité économique, sur l'inégalité de la richesse. J'aimerais tantôt que quelqu'un puisse nous faire cette preuve-là. Et quand on se promène un peu partout, si on lit les journaux sur ce qui se passe en Angleterre, qu'est-ce qui arrive un peu partout dans le monde? C'est un problème de manque de richesses, c'est un problème de manque de partage, et ici on a l'impression, je dirais même que j'ai parfois la conviction, que ce qu'on essaie de faire, c'est d'augmenter encore cette différence-là dans le partage et dans la redistribution. Alors il faudrait que, dans l'élaboration de ce projet de loi, au lieu de voir strictement le côté financier de l'opération par rapport à une province, l'on regarde davantage l'esprit qui devrait unir tous les Canadiens et les Canadiennes et tenter de trouver une formule ou une formulation où les Canadiens pourraient vibrer par rapport à leurs propres ressources énergétiques.

Mais je pense que là-dessus même l'ancien premier ministre du Canada, l'honorable Joe Clark, le disait lui-même, le Canada est l'un des rares pays qui peut se taxer d'avoir suffisamment de ressources, pour que d'ici 10 ans on puisse être complètement autonomes sur le plan de l'énergie. Les grands défis résident exactement dans la propension, être capable de prendre en main son propre potentiel, le développer et le rendre beaucoup plus rentable sur la plan économique, et en faire une force extraordinaire sur le plan du développement du pays. C'est cela, je pense, que tous les Canadiens et en particulier les parlementaires devraient avoir à l'esprit en cette Chambre, à savoir qu'on dirige un pays et non pas 12 pays. Je pense qu'on a un pas très important à faire sur les plans de la mentalité et de nos mœurs gouvernementales. Cela nous manque énormément, et depuis deux ans que je suis député ici, j'ai toujours l'impression qu'on parle de 12 pays, et j'aimerais qu'on puisse être capable de parler d'un pays, de citoyens égaux. Lorsqu'arrive le temps pour les Canadiens et les Cana-